LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

www.lemapaysbasque.eu

N°154 - Mars 2011ko Martxoa MENSUEL : 2 €



Sortu
p. 2

Mondragon
p. 7

Réunion des Alderdizale
p. 15 à 17

Christine Bessonart
p. 19-20

EAJ-PNB sur le BAB

LES CENTRISTES BASQUES
ABERTZALE BAKEZALEAK

EAJ PNB
www.eaj-pnb.eu

EAJ-PNB et Sortu

Des représentants de la gauche abertzale ont déposé les statuts d'une nouvelle formation politique, le 9 février dernier, à Madrid. Elle se nomme “sortu ”, créer ou naître, en français. Tant sur la forme que sur le fond, un message de rupture avec le passé a voulu être transmis par les responsables de cette mouvance politique : rejet explicite de la violence d'ETA, nouvelle organisation plus démocratique, respect scrupuleux de la loi des partis, nouveaux représentants publics. Notre formation politique déjà hostile à la mise hors la loi de Batasuna et à la loi des partis accueille de façon positive cette nouvelle initiative.

Notre formation politique a participé, en qualité d'observateur à l'acte public convoqué par Lokarri, présentant la nouvelle formation politique de la gauche abertzale. Nous avons pris connaissance des documents qui expliquent les principes, les engagements et les bases du nouveau projet politique et organisationnel, à l'origine des statuts soumis, à l'inscription au registre des Partis Politiques du Ministère de l'Intérieur. Suite à une analyse des documents qui ont servi de base aux interventions d'Iñigo Iruin et de Rufi Etxeberria, l'EBB rend publique cette déclaration.

Il accueille positivement l'initiative de constitution du nouveau parti. Cela suppose un évident changement avec le positionnement politique et organisationnel qu'historiquement la gauche abertzale considérée officielle a adopté. L'EBB considère, de façon positive, son rejet de l'usage de la violence ou de la menace de son utilisation pour des objectifs politiques, en mentionnant clairement la violence d'ETA. L'autonomie que la gauche abertzale réclame et proclame rend très importante la déclaration de la nouvelle formation politique.

Les principes et les bases qui sous-tendent la création du nouveau parti politique supposent une rupture avec le passé de la gauche abertzale. Cela ouvre une nouvelle période d'espoir pour la politique basque. Cette rupture a été exigée avec insistance par EAJ-PNB. Nous nous réjouissons de cette évolution, même si la réponse que l'ensemble de la société et nous-mêmes avons demandée est tardive (nous avons perdu de nombreuses années pour parvenir à ce stade).

Suite aux dernières déclarations, si les statuts, non connus pour l'instant, confirment les principes annoncés et respectent l'ensemble des conditions légales requises, nous considérons que l'inscription du nouveau parti au registre des partis politiques du ministère de l'intérieur doit être acceptée.

Dans ce sens, nous demandons au gouvernement espagnol qu'il procède, dans le délai réglementaire, à l'inscription du nouveau parti. Le gouvernement doit avoir une hauteur de vue et ne doit pas céder aux pressions de ceux qui s'opposent à la légalisation du nouveau parti et qui commettent des procès d'intention pour occulter de simples intérêts électoraux. Le gouvernement sait que « la gauche abertzale » sera présente d'une manière ou d'une autre, lors des prochaines élections. Nous estimons donc qu'il doit tirer profit de la période de stabilité rendue possible par EAJ-PNB, sans se réfugier derrière la décision des tribunaux.

L'EBB reconnaît, en particulier, la volonté et le souhait des promoteurs du nouveau parti de contribuer avec les autres forces politiques, sociales et syndicales, à la disparition totale et définitive de tout type de violence, en particulier celle d'ETA, de contribuer à la paix, à la justice, à la réconciliation de la société basque, à la reconnaissance et à l'aide à apporter aux victimes. EAJ-PNB qui a toujours demandé à la gauche abertzale un véritable courage politique à l'heure d'affronter ses responsabilités, salue son évolution en faveur des principes fondamentaux déjà partagés par les autres formations politiques, à savoir le respect des règles du jeu. Il est prêt à ouvrir un dialogue avec le nouveau parti pour définir les mesures à prendre afin de réaliser les objectifs précités.

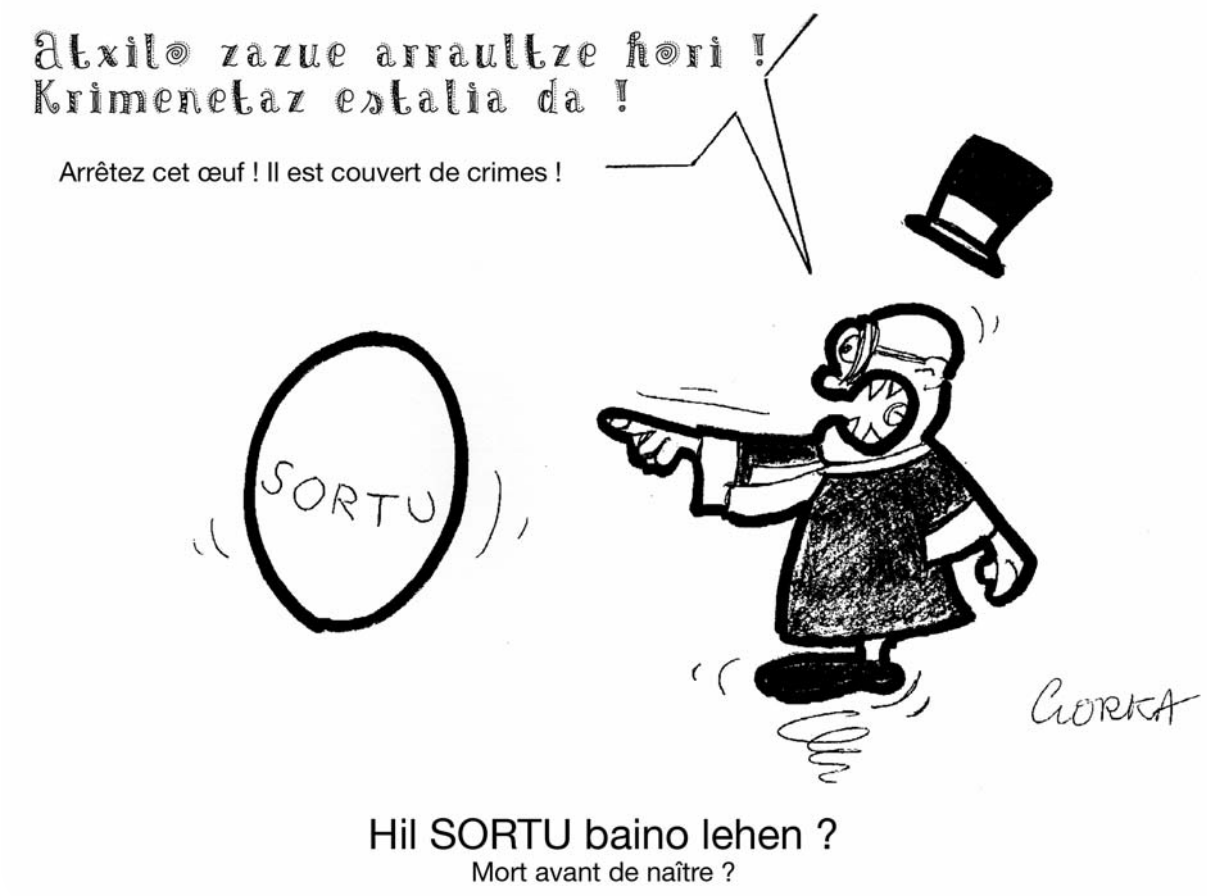
Proche pour bien décider

À l'heure des élections cantonales, nous avons l'occasion de défendre le beau projet de Collectivité Territoriale du Pays Basque.
Un grand nombre de formations politiques utilisent ces élections comme un préambule aux municipales, ou pour placer des personnalités à différents niveaux de l'échiquier politique. EAJ-PNB préfère défendre des projets utiles à la population du Pays basque, en rapport direct avec les profonds changements qui vont modifier la politique locale.
Sommes-nous alors les seuls à avoir un discours cohérent avec ces élections ?
Notre monde évolue rapidement. Les frontières tendent à s'estomper, et il devient difficile de parler de peuple dans une société où les gouvernements obéissent aux multinationales sous l'œil implacable des agences de cotations. Qui exerce vraiment le pouvoir ? Nous ne pouvons rien attendre des élus nationaux qui ont le regard phagocyté par les enjeux internationaux.
Et concernant notre terre, nos villages, nos préoccupations, nos traditions, notre famille, notre travail : qui prendra en compte la réalité de notre quotidien ?

Or, c'est à ce niveau que se prennent les vraies décisions. Et l'expérience d'une société chargée d'histoire, qui s'est forgée un savoir faire et un savoir être en adéquation avec ses femmes, ses hommes et son environnement donne cohérence et pertinence à ces décisions.
Les traditions sont le socle d'une société. Elles sont lentement façonnées par la succession de générations travaillant pour améliorer le quotidien. Piétiner cette précieuse mémoire revient à nier l'Homme. Mais, se replier pour protéger notre culture serait une erreur. Les traditions doivent au contraire guider l'Homme et non pas l'isoler, sous peine de disparaitre dans un vague folklore. Elles garantissent la cohésion et l'évolution d'une population, et s'enrichissent du brassage des cultures.
Pour cela, un pouvoir décisionnaire est indispensable au Pays Basque, pouvoir, dont les choix, garants des valeurs et des traditions de notre Pays, respectueux de notre magnifique environnement, seront favorables à la population.

La Collectivité Territoriale permettra de développer l'économie et les infrastructures de communication du Pays Basque en s'appuyant sur une réelle connaissance du développement local, soutenue par le gouvernement d'Hegoalde. Les femmes et les hommes d'EAJ-PNB ont toutes les qualités nécessaires et ont effectué le travail indispensable pour mettre en place cette administration qui sera un exemple de gestion transfrontalière moderne, et avant tout humaniste. Un retour souhaité d'EAJ-PNB à la présidence du Gouvernement Basque en 2013 sera un atout supplémentaire non négligeable. Il est temps de réunir cette force et de mettre fin aux alliances politiciennes de circonstance entre le PSOE et le PP. Le peuple a besoin d'une politique authentique et d'une administration de proximité au Pays Basque.

Renaud ALBARIC
Marie-Andrée SAINT ESTEBEN



Manuel Irujo Nafar Jeltzalea (1891-1981)

Aurten egiten ditu 30 urte jeltzale nafarra hil zela 1981ko urtarrilaren 1ean Iruñean. Lizarran sortua zen 1891n. Biziki bizi aberatsa izan du 90 urtez politika munduan. Euskaldun politikari garrantzitsuenetarik izan da Agirre, Leizaola, Monzon, Landaburu eta abarrekin. Urkulluk erran bezala 2011 hunek Irujoren urtea izan behar du.

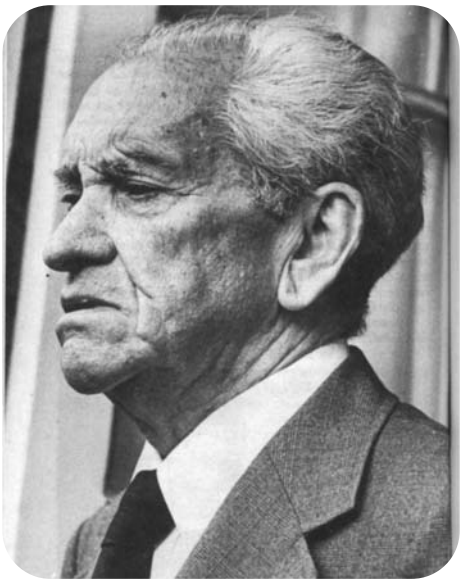
Manuelen aita Daniel Irujo, Sabino Aranaren lagun min eta abokatua izan zen. Eusko Alderdi Jeltzalearen sortzailea anitz auzitan defendatu behar izan zuen. Gazterik murgildu zen, Manuel, etxean, beti hain hurbil izan zuen politikaren munduan. Azken mementora arte atxiki zuen gazte denboran hartu zuen konpromisoa. Gainera bere aita, Sabinoren defendatzaile izan bazen, bere osaba Aranzadi, Napar Buru Batzarraren sortzaileta-rik bat izan zen 1911n eta NBBaren buru. Beraz testu inguru hori ez zen batere arrotza Manuel Irujorentzat. Batxilergoa Orduñan egin zuen eta Deuston hasi zituen Zuzenbide ikasketak 1908an. Handik gutxira, 1911n, aita hil zitzaion Irujo gazteari eta 1912an urte bat beranduago Lizarrara itzuli zen abokatu lanetan hastera. Bereala hasi zuen politika bidea. Laster konturatu zen Nafarroan politikan artzeko, diputatu behar zuela izan, eta lortu zuen.

1916an Aurelia Pozuetarekin ezkondu zen Irujo eta ondoko urtean, euren alaba bakarra sortu zen : Mirentxu. Haatik senar emazten bidea moztu zen, emaztea hil zitzaion eta Manuel alarguna gelditu zen. Urte berean Lizarrako Euskal Zentroa sortu zuen Irujok. 1921n Nafarroko Diputatu hautatua izan zen 30 urterekin eta 1923n kargua atxiki zuen bainan irailean bertan behera utzi zuen, Primo de Riveraren diktaduraren hasieran eta 1930ean diktadura amaituta, diputatu lanari berriz lotu zen.

Errepublika eta Estatutua

Irujoren lan politikoa abiadura handiagoan ibili zen Bigarren Errepublikaren hasierarekin 1931ko apirilaren 15ean. Erregimen berriaren aldarrikapena egin eta biharamunean errepublikaren aldeko diskurtsoa egin zuen Irujok Nafarroko Diputazioaren egoitzan.

1931 arte Irujok idatzitako lanak dira : la mision del nacionalismo vasco, Navarra libre dentro de Euskadi libre eta Navarra ante el Estatuto Vasco. Jeltzaleen helburu nagusia zen estatutua lortzea eta hortan jokatu zen Irujo. Josu Chueca historilariak azpimarratzen du Lizarrakoa, Nafarroko ikuspondutik arizan zela lan hori egiten, erran nahi baita Nafarroaren auzia ahantzi gabe… Denbora hortan Irujoren ospea handituz joan zen, dio Chuecak : Ez zen Nafarroko buruzagi bat bakarrik, Euskal Herriko buruzagi jeltzale nagusietako bat bilakatu zen, José Antonio Agirrekin batera, itzal handia zuen buruzagia zen. Irujok halere Agirrek Bizkaian baino askoz egoera txarragoa zuen. Biek gogor egin zuten Estatutuaren alde, baina argi zen Nafarroan indar erlazionea bestelakoa zela. Nazionalismoak indar apalagoa zuen eta bestalde talde ezkertiarrak hotzagoak ziren estatutuarekin, erran gabe Nafar eskuineko buruak beste bide batetik zizoatzila (altxamenduaren bidea).



Manuel Irujo, buruzagi nafartarra

1932 an egin zen Iruñeko batzarrean, Nafarroak estatutuaren kontra bozkatu zuen, urte bat lehenago Lizarran gertatu zenaren kontrarioa. Gero jakin zen irregulartasun larriak izan zirela, baina zoritxarrez Nafarroa euskal estatutuaren bidetik kanpo gelditu zen. Irujok argi zituen ideiak : Nafarroa Euskadiren barnean ikusten zuen. Bere erranaldia hau zen : *« Baskoniatik Nafarrora, eta Nafarrotik Euskadira,euskaldun guzien batasunera ! »* Nafarroa kanpo gelditu zen Araba, Bizkaia eta Gipuzkoak erematen zuten bidean. *« Egoera honek euskaldunen arteko zatiketa ekarriko zuela idatzi zion Irujok Agirreri igorritako karta batean »* Mindua zen Irujo eta pentsatzen zuen EAJk ez zituela Nafarroko zailtasunak kontuan hartu.

Madrilen Diputatu eta Ministro

Halere 1933ko hauteskundeetan jeltzaleek Gipuzkoako diputatu gaien zerrendan sartu zuten Irujo eta hautatua izan zen ! Jauzi handi bat izan zen Irujoren ibilbidean. *« Euskal Herri osorako lan egin zuen eta EAJko diputatuen artean , berak aurkeztu zuen mozio gehien. »* Ondoko jauzia izan zen Espainiako Ministro kargura igo zela Irujo 1936ko irailean. Euskadik Estatutua negoziatzen zuen mementoan bera hautatua izan zen Ministro izaiteko. Frankoren altxamendua gertatu bezain laster Errepublikaren alde agertua zen berriz ere. Faxisten aurka lehen mementotik lerrokatu zen eta asmatu egin zuen, azpimarratzen du Chuecak. Hasieran ardura zehatzik gabeko Ministro izendatu zuten Largo Caballero ren gobernuan, euskal nazionalismoaren ordezkari bezala eta hortan aritu zen 1937eko Maiatzera arte. Gero, Juan Negrin Errepublikako presidente zelarik, Justizia ministro izan zen. Batzuetan kargua uzten zuen gobernuaren zenbait jarrerarekin desadostasuna adierazteko eta sailik gabeko ministro gisa egoiten zen eta hola segitu zuen gerla bukatu arte. Garai hortan Irujoren gizontasuna edo humanismoa argia izan zen : bi aldeetako presoen trukaketak eta preso faxisten kontrako mendeku eta erasoen kontra frenoak ezartzen artzen zen. Bizi anitz salbatu zuen. Erraiten zuen ere bere gobernuko lankideen jarrera batzuen kontra : *« Faxismoa ez da borrokatzen faxismoak erabiltzen dituen arma edo tresnekin. Leialtasun demokratikoa galde egiten zioten. Pentsatzen dut holako jarrerekin ez dela gerla irabazten. »* Bere zintzotasunaren lekukotasun ainitz badira. Bat ohargarria CFDTko frantses zindikalistena Espainiako gerlan egin zuena aipatzeko biografia bat egin zion Paul Vignaux buruzagiak. Gutun batean erran zion *« Nous voulons parler de facon plus directe et plus personnelle de ce que nous devons à l'expérience de la guerre civile d'Espagne et à votre action durant cette guerre. »* Argiago ezin da mintza.

R. Kanblong

(Més)alliance ?

On sait que le parti socialiste veut avoir tous les atouts en main pour réussir à conquérir le poste de président du Conseil général (même si cela ne durera que 3 ans), en mars prochain. La gauche abertzale, qui hésite toujours entre la primauté de ses principes de gauche ou de son attachement au Pays Basque, est très sollicitée. Ainsi le PS, en mal de candidat sur le canton d'Iholdi, apporte-t-il son soutien à Daniel Olçomendy, le jeune maire d'Izura. Ce qui sous-tendrait qu'une fois élu, il voterait automatiquement pour le candidat PS au siège de président du Conseil général. Or, on sait qu'un autre élu membre d'AB, Alain Iriart le conseiller général d'Hiriburu, a soutenu l'alliance Forces 64/ UMP tout au long du mandat actuel. Tous les deux siégeant dans la même assemblée et soutenant 2 candidats différents, cela ferait un tantinet « cacophonie ». Du coup, l'alliance EH bai s'est fendu d'un communiqué pour bien préciser qu'il n'y avait pas d'accord avec le PS. Rien d'officiel donc. Mais la question se pose : que feront les candidats d'EHB lors du second tour au cas où ils ne seraient pas présents ? Appelleront-ils à voter PS, centriste, ou s'abstiendront-ils de toute recommandation ?

La ligne rose

Pour les candidats d'EAJ-PNB par contre, tout est clair. Faisant d'abord prévaloir les intérêts des habitants du Pays Basque avant des considérations partisanes, ils feront en sorte que des candidats euskaltzale soient élus. Et curieusement, ils se recrutent davantage dans les rangs centristes que socialistes. On ne s'étonnera donc pas que dès le premier tour EAJ-PNB soutienne des candidats non adhérents, mais proches de nos idées : Beñat Inchauspe (Hazparne), Léopold Darritchon (Bastida) et Jean Pierre Iriart (Atharratze).
Il faut aussi dire que le PS départemental est tenu par la frange la plus conservatrice du PS, celle de M.M. Hamon et Emmanuelli qui parlent encore de la France comme en parlait Emile Zola. Ah, les pauvres mineurs au fond de leur trou ! Ah, les malheureux petits métayers au fond de leurs forêts de pins ! En plus de ce décalage historique, ils sont restés fidèles aux bons vieux principales républicains, du style *« en dehors de la France et du français point de salut »*. Les belges (flamands ou wallons ?) qui ont de l'humour, apprécieront. Nous pas.

Histoire belge

Ce n'est pas à proprement parler une affaire qui concerne le Pays Basque. Quoique. Les journaux, radios et télévisons françaises ont fait leur miel d'une manifestation pour l'unité de la Belgique organisée fin janvier en Belgique. Combien étaient-ils ? 20 000 ? 100 000 ?
En tout cas « des milliers », si l'on en croit les articles du Monde ou du Figaro, pour ne citer qu'eux. Mais des milliers, cela fait un peu vague. Mais parfois c'est bien pratique, surtout si l'on veut comparer et que l'on prenne pour référence les 300 000 belges qui avaient manifesté après la triste affaire Dutroux. En fait, fin janvier, on apprend dans Le Monde qu'il y avait « 35 000 participants ». Bien loin de 300 000. Alors, réellement, la Belgique, c'est combien de divisions ? Et que devient la minorité (?) séparatiste et ses 30% d'électeurs flamands qui ont fait le choix d'un parti nationaliste et démocratique, le NVA ? En tous cas, leur voix n'a pas franchi la Bidasoa (pardon, le Quiévrain) et la barrière des médias français.

Tombés dans le panneau

Enfin, la France a accompli un grand pas dans la reconnaissance de ses langues régionales. Le Sénat ne vient-il pas de voter une proposition de loi qui stipule que *« les panneaux d'entrées et de sorties d'agglomération apposés en langue française sur la voie publique peuvent être complétés du nom de cette agglomération en langue régionale »* ? Parfait. Donc un tribunal X ou Y, saisi par un républicain un peu trop porté sur les œuvres de Robespierre ou de Marat, ne pourra plus déclarer illégal un panneau en occitan, comme cela avait été le cas récemment dans une commune de l'Hérault. Mais on s'interroge : comment les juges francophones seront-ils certains que le second panneau est bien orthographié en langue régionale, alors que cette même langue n'existe pas officiellement en France ? Encore un casse tête pour les tribunaux, non ?

Chacun son panneau

Au cours de ce débat au Sénat sur les panneaux en langue régionale, certains seront satisfaits d'apprendre que les vieux réflexes ont la vie dure. Un sénateur du groupe communiste / républicain / citoyen, dont la postérité oubliera même certainement le nom, s'est un tantinet dissocié de ses camarades sénateurs. Alors que l'affaire des panneaux bilingues allait être réglée à l'unanimité, il a dit approuver « l'expression des particularismes » avec un bémol cependant : *« Oui, mais dans la sphère privée »*. Si l'on comprend bien ce sénateur communiste, le panneau communal en français doit bien être à l'entrée du village et celui en langue régionale bien au chaud chez le premier voisin ?

30 ans sur les ondes

Bien souvent l'histoire des radios libres a commencé dans la cave d'un particulier. C'est le cas de Gure irratia qui a été fondée voilà 30 ans par un groupe de passionnés qui voulaient donner à la langue basque une place sur les ondes. Les studios ont déménagé d'Urcuit à Uztaritze en passant par Bayonne, mais le fil conducteur, lui, est toujours resté le même. Pour fêter dignement cette anniversaire, Gure Irratia va créer des animations tout au long de l'année. Premier rendez-vous au trinquet d'Arbona le 5 mars avec de la main nue de haute volée !

Aupa Korrika !

Après une année d'absence, la Korrika revient le long des routes des 7 provinces du Pays Basque. Cette 17ème édition va s'élancer de Trebiñu, près de Vitoria Gasteiz le 7 avril, et se terminera à Donostia San Sebastian le 17 du même mois. Nuit et jour pendant 11 jours, le relais de la langue basque sera transmis sur plus de 2 000 kilomètres. Les fonds qui seront récoltés, kilomètre après kilomètre, seront plus particulièrement destinés cette année aux centres d'AEK en Navarre et en Pays Basque nord. Pourquoi dans ces 4 provinces là ? Tout simplement, parce que faute de reconnaissance publique et de financements qui vont avec, les centres d'apprentissages de la langue basque pour adultes sont largement dépendant de généreux donateurs « privés ».

La P.A.C. à quitte ou double

Alors que la Politique Agricole Commune consomme plus de 40% du budget européen, son architecture doit être redessinée pour la période 2013-2020. La question budgétaire est la principale pomme de discorde d'un dossier dans lequel certains poussent à réduire les aides et à remettre en cause les protections spécifiques à ce secteur, mais où d'autres font en sorte que le monde agricole ne soit pas complètement livré au libéralisme.

La Politique Agricole Commune (PAC) est depuis le Traité de Rome, soit depuis les premiers pas de l'intégration européenne, l'une des principales politiques communes. La PAC est non seulement la plus ancienne, mais aussi la plus intégrée des politiques communes puisque l'agriculture est le premier domaine dans lequel les États-membres ont mis en commun leur souveraineté.

Un débat à hauts risques

La liste des griefs adressés à la PAC n'est pas nouvelle et elle est mise en avant à chaque fois que de nouvelles négociations budgétaires s'ouvrent : incompréhensible, coûteuse, injuste, nocive… Mais, cette litanie de reproches, le plus souvent fondés, ne doit pas occulter une réussite indéniable : la PAC a permis de garantir l'autosuffisance alimentaire de l'Europe ! Cet objectif reste plus que jamais d'actualité dans un monde où près d'un milliard de personnes souffrent de sous-alimentation et où il faudra nourrir 9 milliards d'êtres humains en 2050, contre 6,5 milliards aujourd'hui.

Pour la première fois de son histoire, l'Union européenne engagera une négociation budgétaire à 27 voix qui vont forcément exprimer la forte hétérogénéité agricole des États-membres. Les positions dans les futures négociations risquent d'être très diverses et les alliances possibles sont, à ce stade, bien incertaines, même s'il l'on peut, d'ores et déjà, identifier les tenants d'une réforme douce (plutôt les pays du Sud et la France) et les partisans d'une refonte drastique et de coupes budgétaires radicales (à l'instar des pays du Nord et de, surtout, la Grande-Bretagne).

Le véritable coût de la PAC

La question du poids budgétaire de la PAC mérite d'être nuancée. S'il reste très élevé aux yeux de beaucoup, le budget agricole commun ne représente aujourd'hui que 0,4% du PIB européen (contre 0,6% en 1993). Et surtout, la politique agricole se situe à la 11ème place des dépenses publiques européennes cumulées (en additionnant les dépenses communautaires et celles des États-membres), à égalité avec la politique de cohésion et loin derrière les dépenses liées à la protection sociale et à l'emploi, à la santé et à l'éducation-formation.



M. Celian, commissaire européen à l'agriculture

Il n'en demeure pas moins qu'une réforme en profondeur de la PAC est plus que jamais nécessaire pour contribuer à gommer les effets pervers auxquels elle a pu conduire : course au productivisme, contribution à l'érosion des sols, frein à l'essor agricole des pays émergents à cause des subventions à l'exportation, etc. La PAC ne doit pas disparaître car les récentes défaillances des marchés agricoles rendent encore plus indispensable une régulation publique du secteur à l'échelle européenne.

Une nouvelle légitimité pour la PAC

La feuille de route est en cours d'élaboration par les autorités européennes et la réforme de la PAC devra, au moins, répondre à deux défis majeurs :

- garantir une production compétitive et variée, alors que les besoins alimentaires de la planète devraient croître de 50% en vingt ans, tout en prenant en compte l'impératif écologique (l'agriculture consomme le quart des ressources en eau de l'Union européenne) et en œuvrant au dynamisme des territoires ruraux ;
- maintenir des aides aux agriculteurs mais à condition qu'elles soient distribuées plus justement entre les différents types d'agriculture, entre anciens et nouveaux États-membres, entre petites et grandes exploitations…

Aussi, ces négociations doivent-elles être l'occasion de repenser les objectifs, les outils et le budget de la PAC, bref, de réfléchir à un véritable projet politique pour l'agriculture et la ruralité européennes.

L'enjeu, en d'autres termes, est de conclure un nouveau contrat entre la société et le monde agricole… ce serait ainsi l'occasion pour l'Union européenne de se doter d'un outil puissant pour relever les défis économiques, sociaux, environnementaux, alimentaires et territoriaux qui se présentent à l'horizon 2020.

À l'heure où l'Europe a plutôt tendance à douter d'elle-même, l'élaboration d'un nouveau projet agricole en adéquation avec les objectifs politiques et économiques de l'Union européenne, constituerait une formidable « challenge » nous rappelant, une fois de plus, que l'avenir de l'Europe ne peut être que collectif.

ITSAS

Mondragon la Meta-Coopérative

L'Institut France Euskadi est toujours dirigé par Jean Philippe Larramendy. Nous avons reçu un cadeau de Noël en décembre 2010 sur le fonctionnement de la "meta-coopérative" Mondragon, sa réponse à la crise économique, et la source d'inspiration qu'elle peut être pour une alternative au capitalisme financier actuel.

Il nous avait déjà "régalé" de plusieurs dossiers économiques sur le Pays Basque Sud. Tout d'abord "Le miracle économique basque" en septembre 2004 où il commentait avec force, chiffres à l'appui, la renaissance économique d'Euskadi en même temps que sa renaissance politique (Concierto economico, les clusters, le Guggenheim). Ensuite en 2006 : " Ces régions qui vont sauver l'industrie européenne : l'exemple d'Euskadi" ou les résultats précédents étaient confirmés par comparaison avec les meilleures régions d'Europe : Bavière, Lombardie, Haute Autriche… et une dizaine d'autres. Euskadi était dans les 3 premières sur la plupart des critères analysés. Il a aussi publié un livre : "Être basque aujourd'hui" qui complète ces analyses et qui a eu du succès.

Le mouvement coopératif au coeur du renouveau économique basque

La plus méconnue et la plus étonnante des succes-stories basques est née au fond d'une vallée entre Vitoria-Gasteiz, Bilbao et Donosti — San Sebastian. Il s'agit du mouvement coopératif incarné par la méta-coopérative Mondragon Corporation nous dit J.P. Larramendy.

Démarré en Gipuzkoa en 1956 par un jeune prêtre José Maria Arizmendiarrieta, ce mouvement s'appuie sur des principes solidaires qui surprennent dans le paysage économique contemporain. Les coopératives appartiennent entièrement à leurs employés, les socios, chacun étant propriétaire d'une part égale du capital social de l'entreprise. Une gouvernance démocratique et une hiérarchie du bas vers le haut permettent aux socios de participer pleinement aux décisions de leur coopérative et d'être directement associés à sa prospérité (partage des résultats). Mais ce qui est remarquable, au dela du modèle coopératif, c'est le développement et la réussite sans précédent de Mondragon Corporation.

Malgré la crise, Mondragon a continué à dégager des bénéfices et il n'y a eu aucun licenciement de socios depuis sa création. À la fois très basque et ayant réussi un développement international prodigieux le mouvement coopératif ne cesse d'interroger les dogmes économiques du capitalisme traditionnel.



Le miracle économique et social de la coopérative Mondragon

Les débuts : La vision originelle du jeune vicaire Arizmendiarrieta était de mettre en place une activité industrielle pour répondre aux besoins du territoire (le Gipuzcoa) en mettant l'homme au centre de l'organisation et dépasser l'opposition entre capitalisme et collectivisme (très forte dans les années 50). Il crée une école en 1943 (la formation sera toujours sa priorité). Puis en 1956, il accompagne 5 de ses étudiants à créer la première coopérative (ULGOR, initiales des 5 associés fondateurs). Puis sont créés Caja Laboral banque coopérative et la Mutuelle Lagun Aro en 1959 pour renforcer la solidité financière et la solidarité entre coopérateurs.

Troisième grand moment en 1964, ULARCO est créé, entité regroupant 8 coopératives, premisse de la meta-coopérative Mondragon. En 1969, création de Eroski coopérative de consommation et distribution.

Mondragon est la plus grande coopérative au monde :

- elle employait 85 066 personnes en 2009 dont 14 506 à l'international contre 18 700 en 1980,
- Chiffre d'affaires : 14,7 milliards d'euros en 2009 contre 420 millions en 1980 soit une multiplication par 35 : le groupe représente aujourd'hui 5,6% du PIB de l'économie d'Euskadi,
- ses ventes internationales sont de 3,480 milliards d'euros contre 81 millions en 1980
- Présent sur 4 continents et dans 60 pays, Mondragon possède plus de 70 unités à l'étranger, dont 19 hors d'Europe.

Une vitrine de l'économie basque dans le monde

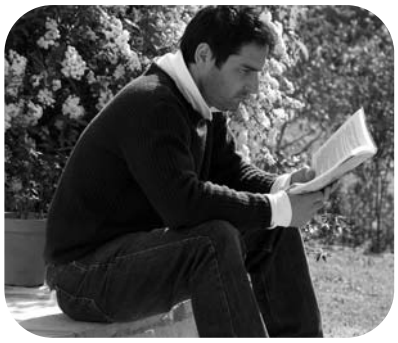
Mondragon est ainsi une authentique multinationale aux activités diversifiées. Fers de lance de l'économie basque, les 250 coopératives et entités réunies au sein de Mondragon sont des leaders dans de nombreux secteurs d'activités en Europe et dans le monde :

- l'industrie : Mondragon comprend 200 entreprises industrielles, dont le groupe électroménager Fagor. Il est aussi présent dans la sous-traitance automobile, la machine-outil (3ème en Europe après Allemagne et Italie) ou la construction,
- la distribution avec un chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros, Eroski est le numéro 3 en Espagne avec 2500 hyper et supermarchés,
- la finance : avec Caja Laboral, la banque du Groupe dont les en-cours s'élèvent à 19 milliards d'euros en 2009 et la mutuelle Lagun Aro avec un capital de 4,2 milliards d'euros pour la protection des travailleurs,
- la recherche et l'éducation : la division "connaissance" comprend une Université réputée (3000 étudiants), 12 centres de recherche et des centres de formation et d'apprentissage. En termes de Recherche et Développement, en 2009, Mondragon a investi 132 millions d'euros.

Depuis plus de 50 ans, Mondragon semble défier les règles de la théorie économique classique et du fonctionnement des entreprises capitalistes dans une économie de marché. Nous verrons aussi que le fait d'être ancrée au Pays Basque a eu une grande importance.

R. Kanblong

Christian Noguez : “ une administration au plus près du terrain ”



Christian Noguez est membre d'EAJ-PNB. Il enseigne dans un collège auprès d'adolescents en difficulté. Il s'agit de deux champs d'intervention obligatoire du département. Enseignant spécialisé, il accompagne chaque année depuis 2007, dix jeunes intégrés au sein du Collège Elhuyar, à Hasparren. Il nous relate son vécu de terrain.

Avec quel public travailles-tu ?

Je travaille avec des jeunes en situation de handicap. Ces personnes présentent des troubles cognitifs, des difficultés de mémorisation, d'abstraction, d'analyse ou de vitesse d'exécution. Elles peuvent présenter aussi des troubles du comportement comme le non respect de codes dans la relation à l'autre. Leur orientation a été notifiée par la MDPH , Maison Départementale des Personnes Handicapées, gérée par le Conseil Général. Il s'agit d'un guichet unique créé par la loi de 2005. À Hasparren, je suis coordonnateur d'une ULIS, Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire (autrefois appelée UPI, Unité Pédagogique d'Intégration). Ce dispositif comprend dix élèves de 12 à 15 ans, cela suppose dix projets individuels, dix emplois du temps différents à gérer. Un projet personnel de scolarisation est établi et proposé aux familles, avec des prises en charge adaptées à chaque élève. Les élèves sont intégrés dans des classes d'accueil de la 6ème à la 3ème. Je travaille avec eux les fondamentaux et je suis chargé d'évaluer leur évolution, l'intérêt pour eux de rester dans une classe, à tel cours…

Quels sont les fonctionnements à améliorer ?

Les élèves sont parfois en situation de rupture : le scolaire n'étant pas pour eux une fin en soi. Acquérir des savoirs est évidemment primordial, mais il faut aussi travailler le savoir être et des savoir-faire. Ceci est vrai pour tous les jeunes mais les deux derniers points me semblent essentiels pour un public “différent”. Je crois que dans notre système, il nous manque des ateliers pour des activités pratiques. Récemment, lors d'une rencontre en Angleterre dans le cadre d'un projet européen, une enseignante allemande a été surprise de découvrir que nous ne disposions pas, par exemple, d'atelier de cuisine au collège. Chez eux, cela est une évidence : ils n'ont pas comme nous, un collège “unique” mais trois, qui correspondent à trois niveaux scolaires. Dans deux de ces trois établissements se trouvent des ateliers. Il nous faudrait, nous aussi, des espaces dédiés à des activités concrètes à proposer aux jeunes en échec scolaire : nous sommes trop souvent dans le sillon d'une note, d'une norme… toujours scolaire.
Il y a également des lourdeurs administratives à surmonter. Lorsqu'il y a une demande de prise en charge rééducative, éducative ou thérapeuthique pour un élève, les parents doivent solliciter la MDPH. Le projet de vie de la famille est pris en compte, une évaluation est effectuée au sein d'une équipe pluridisciplinaire. Les droits sont reconnus au sein de la Commission des Droits et de l'Autonomie. Le dossier passe ainsi par Bayonne puis remonte à Pau pour être validé. Il y a souvent un décalage (espace et temps) entre l'administration paloise et nous qui sommes sur le terrain. Cette évaluation fine des besoins et des droits est certes nécessaire mais cela “patine” souvent au niveau de la MDPH.

Le collège est-il adapté à vos besoins ?

L'Éducation Nationale est une grande maison… un mammouth. En soi, il est intéressant d'être dans le collège. Je trouve que c'est une formidable machine, un vrai rouleau compresseur. Ce n'est pas le cas dans un petit collège comme celui de Hasparren, mais je pense qu'un établissement scolaire peut devenir une machine assez impersonnelle.
En terme d'accompagnement lors des intégrations, je bénéficie, depuis la création du dispositif, de l'aide d'une auxiliaire de vie scolaire collective. Sur le plan de l'équipement, ma classe est dotée d'un tableau numérique interactif. Toutes les Ulis du département n'ont pas ma chance.
Nous sommes également amenés à travailler avec d'autres partenaires extérieurs comme le SESSAD, Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile, la Sauvegarde de l'Enfance, des thérapeuthes en libéral, des foyers… Lorsque les élèves font des stages d'observation en entreprise, ma mission est aussi d'aider le jeune à construire son projet professionnel. Tout ce dispositif peut être parfois un peu lourd.
À Hasparren, grâce à mon chef d'établissement, nous avons entamé une coopération avec le CFA, le Centre de Formations par Apprentissage. Un dispositif particulier a été mis en place cette année scolaire pour permettre la réalisation du projet professionnel d'élèves issus d'Ulis par exemple. C'est une piste très intéressante.

Que faudrait-il améliorer en priorité ?

L'orientation des jeunes : sensibliser, mobiliser les entreprises, les collectivités publiques. Rapprocher vraiment le monde de l'école et celui du secteur professionnel.
Ensuite, instaurer, développer des IMPro : établissements qui présentent une plateforme éducative et thérapeuthique mais qui préparent le jeune à s'épanouir dans des ateliers pratiques (horticulture, lingerie, cuisine, menuiserie…). À l'intérieur du Pays Basque, il manque vraiment des structures de ce type.

Quel serait l'intérêt d'une Collectivité territoriale du Pays Basque ?

Dans notre domaine encore peut-être plus que dans d'autres, la proximité est essentielle. Un centre de décision à Bayonne serait en soi positif : nous avons besoin d'une administration au plus près du terrain. Les projets des personnes aux besoins particuliers, les familles et les professionnels concernés ne pourraient que se féliciter de gagner en efficacité .

Le BAB : un moteur urbain

Suite à la présentation, le mois dernier, de nos candidatures, en Basse-Navarre, sur les cantons de Garazi et d'Iholdi, voici celles concernant 3 cantons de l'agglomération du BAB. Une première pour notre formation politique qui aborde les défis urbains contemporains avec une priorité : être dans la proximité et à l'échelle satisfaisante pour aborder des questions comme les déplacements, l'emploi ou le logement.

BAYONNE EST

Jean Tellechea, titulaire & Clotilde Bordenave, suppléante



Jean Tellechea : « Responsabilité, solidarité et réalisme »

Jean Tellechea élu local labourdin se présente comme titulaire sur le canton de Bayonne Est.

« Responsabilité, solidarité et réalisme » : sont les 3 piliers du projet que Clotilde et moi proposons aux Bayonnais.
Il n'est plus question de rêver lorsque nous demandons que Bayonne devienne le moteur d'un territoire Basque, carrefour de cultures locales, et européennes. Nous devons être maîtres de notre destin et nous devons nous ouvrir aux autres pour lutter, ensemble contre les problèmes de notre temps : la pauvreté au sens large (financière, sociale, culturelle) et les pollutions (de l'air, de l'eau, sonores…).
Redonnez du sens à la vie, votez pour nous.



Clotilde Bordenave

- Commerçante à Bayonne
- Ex Conseillère Municipale à Bayonne
- Candidate d'EAJ-PNB aux élections régionales de 2010.

BAYONNE NORD

Dominique Biados, titulaire & Maite Lafourcade, suppléante



Dominique Biados : « Davantage de responsabilité »

Dominique Biados est un travailleur frontalier du Boucau. Il est titulaire sur le canton de Bayonne Nord et résume ses principales motivations.

Ma candidature repose sur trois grandes motivations :

- Donner plus de responsabilité aux décideurs locaux
- Connecter le BAB au Pays Basque intérieur et au sud des Landes
- Réactiver les identités locales mises à mal par la décentralisation.



Maite Lafourcade

- Professeur émérite, universitaire
- Spécialiste du droit basque
- Candidate d'EAJ-PNB aux élections européennes de 2009 et régionales de 2010.

BIARRITZ OUEST
Renaud Albaric, titulaire & Marie-Andrée Saint-Esteben, suppléante



Renaud Albaric : « Intégrer pour nous renforcer »

Renaud Albaric est pharmacien. Très attaché au tissu associatif et au respect de l'homme dans son environnement, il vous expose son point de vue en tant que titulaire sur le canton de Biarritz Ouest.

Marie-Andrée et moi même désirons représenter l'ensemble de la population concernée par le Pays Basque, les gens attachés à l'environnement, aux traditions et à la culture, qui soient originaires ou non du Pays Basque.
Il y a trop de personnes ne portant pas un nom basque mais qui voudraient intervenir et s'exprimer par amour pour ce Pays et n'osent pas. Une culture fermée qui n'évolue pas est amenée à disparaitre. Elle ne doit pas être un argument protectionniste mais au contraire une réponse au quotidien des habitants pour les aider à mieux vivre dans leur environnement. Nous défendons la Collectivité Territoriale du Pays Basque qui représentera l'ensemble de cette population et fera valoir la culture basque. Parce que si on associe les Basques d'origine et toutes les personnes qui souhaitent s'intégrer, nous serons très forts.
Appliquer ces valeurs pour aider l'expression et l'installation des jeunes, soutenir le 3ème et 4ème âge et le tissu associatif, défendre l'environnement et développer une économie attractive d'avenir fera considérablement progresser Biarritz.



Marie-Andrée Saint-Esteben

- Enseignante
- Présidente de l'Assemblée Régionale d'EAJ-PNB en Pays Basque Nord
- Candidate d'EAJ-PNB aux élections européennes de 2009 et régionales de 2010.

Altxa !

Les candidats EAJ-PNB des cantons du BAB auront pour priorité, de promouvoir une agglomération, à la fois lieu de vie, d'emploi, de services et de solidarité, à partir de notre double spécificité : humaniste et abertzale .



Humaniste : au plus près de chacun, nous souhaitons répondre par la proximité à un défi majeur : améliorer votre qualité de vie : faciliter les déplacements, faire face à la pollution notamment aquatique, encourager la vie sociale, générer un emploi rémunérateur ou permettre l'accès au logement.

Abertzale : nous promouvons un pouvoir local renforcé, à l'échelle du Pays Basque, du Labourd et de l'agglomération urbaine, apte à concevoir et à financer des projets liés aux besoins locaux. Nous souhaitons également développer un sentiment d'appartenance à un territoire et à une société urbaine, qui dépasse les limites du canton et de la ville de résidence.

Qualité de vie et solidarité

Un Conseil Général agit directement sur le soutien aux publics en besoin d'aide sociale, la rénovation des collèges et les infrastructures de transport.

La rénovation des collèges

Priorité : De meilleures conditions de travail pour impliquer l'élève.

Le collège doit être un pôle d'intérêt aussi important que la vie extra-scolaire : loisir, sport, nouvelles technologies, vie de groupe.

- Concevoir des ateliers pour l'individualisation de l'enseignement,
- Faciliter l'animation des groupes de travail grâce aux nouvelles technologies,
- Connecter le collège avec le domicile pour favoriser le suivi à distance.

Les publics en besoin d'aide sociale

Priorité : L'autonomie des personnes.

Elle doit être encouragée dans le développement de ses atouts et l'acquisition d'une formation et d'une éducation de base.

- Développer les formules d'accueil individualisé des petits enfants et leur éveil à la vie sociale. Garde à domicile, partenariat entre les entreprises et la CAF, formation d'assistante maternelle, développement du télétravail.

- Insertion par l'économie des publics en difficulté : formules souples de formation professionnelle : lien entre centres de formation professionnelle comme la Chambre des métiers – entreprises – missions locales.

- Incitation à l'autonomie et à la mise en valeur des personnes « retraitées » pour minimiser les risques de dépendance : incitation à la transmission de savoir faire, parrainage de jeunes créateurs ou de repreneurs d'entreprise, transmission de l'euskara…

Déconcentrer la ville

Nous devons répondre à la dégradation de la qualité de vie : embouteillages, difficultés de déplacement et de stationnement, disparition du lien social, difficultés économiques, pollutions diverses (gaz à effet de serre, bruit, qualité de l'eau) et logement.

Un projet territorial

Pour cela, vos Conseillers Généraux doivent intégrer leurs cantons du BAB dans un projet plus large d'une agglomération ambitieuse qui soit :

- le moteur urbain du Pays Basque nord, et du sud des Landes, organisation visionnaire et exemplaire d'un territoire en mutation.
- le promoteur d'un territoire du Labourd et du Seignanx renouvelé, pour répondre notamment aux enjeux locaux : précarité, emploi et logement des jeunes, infrastructures sportives obsolètes…
- l'axe de l'Eurocité « Baiona-Donosti », pour partager les savoir-faire économiques et culturels, et les initiatives urbaines de nos deux agglomérations.

Les réponses ne peuvent plus être locales, municipales ou cantonales. La nécessité d'une vision et d'une organisation territoriale au niveau du Pays Basque s'impose ; une capitale et un leader également.

Le moteur urbain du Pays Basque Nord et du sud des Landes

Pour un véritable réseau local des déplacements

Il est urgent de réaliser un Plan de déplacements urbains à l'échelle de la Communauté d'agglomération, géré par un syndicat mixte unique.



Il faut y optimiser :
- des lignes de bus qui n'attirent aujourd'hui que 5% des déplacements de personnes
- des parkings en entrée d'agglomération pour inciter les automobilistes à utiliser les transports collectifs urbains
- des liaisons piétonnes et cyclables, insuffisantes aujourd'hui
- des connexions aéroports / gares / bus, également absentes
- le transport fluvial des personnes, éternel oublié des projets bayonnais.

Il faut engager des coopérations avec les « communautés de communes » voisines, dans l'arrière pays du Labourd et du Seignanx pour connecter entre elles l'ensemble des liaisons étudiées et anticiper la réalisation d'un « maillage » intelligent.

LGV : une connection à l'extérieur

Nous appréhendons le projet de Ligne à Grande Vitesse de façon responsable. Et surtout, nous ne nous laisserons pas imposer des décisions prises ailleurs et sans respect des populations locales.

Oui à la LGV, mais pas à n'importe quel prix ! Le principal enjeu est de nous connecter aux autres agglomérations européennes, moyennes ou grandes, via les grandes voies de communication de demain, celles qui répondent aux exigences du développement durable.

Oui à une Ligne à Grande Vitesse qui renforce l'agglomération bayonnaise, la relie au Pays Basque sud et au réseau européen.
Oui à une LGV qui crée un trafic régulier entre les villes moyennes et les grandes villes.

Non au projet actuel d'une LGV, pensée d'abord pour les grandes agglomérations comme Bordeaux ou Paris.

Dans cette optique, EAJ-PNB privilégie l'aménagement de la voie existante et demande la caution d'une collectivité territoriale spécifique au Pays Basque pour prendre des décisions qui engagent l'avenir financier, économique et environnemental d'un territoire tout entier.

Un environnement de « haute qualité »

Les déchets, les eaux de rivière ou de baignade, et même la préservation des sites naturels dépassent le périmètre de décision local.

Les espaces naturels
Malgré le dispositif de mesures compensatoires appliqué, les espaces naturels disparaissent peu à peu. Le Conseil Général doit accélérer la classification des zones naturelles sensibles.

L'eau
Les eaux de l'Adour, de la Nive et des plages ont atteint un niveau de pollution alarmant du fait des rejets agricoles, ménagers et industriels.



Nous souhaitons que dans le cadre de notre projet de collectivité territoriale, la réunion des représentants des collectivités des différents bassins versants :

- pour engager les acteurs à l'application de bonnes pratiques environnementales,
- pour suivre les acteurs dans la réalisation de ces conventions, basées sur les programmes en cours (SAGE, SDAGE et contrat de rivière).

Les déchets

Les déchets, *"tout le monde en produit et personne ne veut les traiter ou les enfouir chez lui"*.
Nous appelons les habitants du Pays Basque à :

- plus de citoyenneté : l'application du tri de valorisation doit s'intensifier. Il est avant tout une affaire de responsabilité civique,
- plus de solidarité : l'absence d'identité entraîne la dé-responsabilisation et la tentation de laisser les plus grosses agglomérations prendre l'initiative seules. Une identité partagée facilite la concertation. Les déchets du Pays Basque doivent être traités sur notre territoire.

Pour sa part, le Conseil Général doit accompagner le syndicat en charge du traitement des déchets, Bil ta Garbi dans :

- l'aide à la décision et aux investissements pour les procédés de tri de valorisation afin d'éviter des erreurs à risque et rassurer les riverains sur ces investissements
- le développement de filières de valorisation des déchets. Celles-ci sont en retard sur les objectifs du plan départemental.



Garantir l'habitat par un emploi rémunérateur

Assurer un logement

On constate un déficit abyssal d'offre en logements. Biarritz, à lui seul, met à disposition moins de 100 logements nouveaux par an pour un besoin de 1 000. Elle ne respecte pas la loi SRU (20% de logements sociaux), puisqu'elle n'atteint pas 10%. Les plus jeunes sont exclus.

Cela est préjudiciable pour une commune qui a construit sa renommée mondiale sur la créativité et le dynamisme. C'est aussi un facteur de relégation des populations moins favorisées. Nous nous inquiétons de cet état de fait.



Nous nous engageons à rattraper ce retard et à maîtriser localement les actions mises en place. Le Conseil Général ou la Collectivité territoriale du Pays Basque doivent intervenir sur la création des logements sociaux et les publics bénéficiaires, pour suivre dans leur intégralité le parcours des personnes en insertion.
Nous nous opposons aux concentrations urbaines et à la ghettoisation, pour privilégier la mixité :

- ***mixité sociale :*** en associant les logements sociaux, les résidences des classes supérieures, celles des retraités et des personnes à mobilité réduite,
- ***mixité fonctionnelle :*** en associant les logements, les commerces, les professions libérales et le monde associatif pour dynamiser les commerces de proximité et maintenir des lieux d'échange.

Générer un emploi de qualité

L'emploi est un facteur d'insertion sociale, et le chômage, un facteur d'exclusion.
Pourtant le chômage augmente ces dernières années (9% environ avec des pics dans certains quartiers de Bayonne : Petit Bayonne et Haut de Ste Croix)

- la qualification des emplois offerts sont en décalage avec le niveau de formation des jeunes. Ces derniers, que les familles et les collectivités du Pays Basque ont accompagnés jusqu'à leur diplôme, s'exilent pour enrichir, de leur compétence et de leur motivation, d'autres territoires.

- Le poids des emplois saisonniers (4 000 au Pays Basque) est lourd. Il est facteur de précarité. L'offre de logements spécifiques est rare. Le Conseil Général doit accompagner son développement, en particulier pour la catégorie des plus jeunes, qui sans emploi correspondant à leur diplôme, se tournent vers un emploi saisonnier.

Coopération Cluster-formation

Nous proposons d'appuyer la mise en place des cluster dans les filières économiques définies par le Conseil de Développement, en particulier en facilitant la coopération du monde de la formation professionnelle, et des universités afin de proposer des diplômes adaptés au marché local.

Faciliter l'accès à l'emploi

Des inégalités à l'accès à l'emploi pour les femmes et pour les jeunes :

- Le développement des formules d'accueil des petits enfants dont les crèches et les garderies pour que les femmes (mais les pères aussi) puissent travailler sereinement,
- Les formules de travail à domicile pour mieux concilier vie professionnelle, vie privée et développement durable,
- Multiplication des dispositifs d'accompagnement : missions locales et ateliers de mise à - niveaux, afin de de mettre à disposition les outils numériques et les compétences fondamentales pour que les chômeurs puissent se présenter devant un employeur.

Le promoteur d'un territoire du Labourd renouvelé

Mieux organiser votre quotidien…



Le Pays Basque doit pouvoir prendre les décisions qui l'engagent. Il lui manque aujourd'hui une collectivité territoriale spécifique pour l'ensemble de son territoire et les " super intercommunalités " pour chacune des 3 provinces historiques.

En particulier, nous proposons la création d'une " super inter-communalité du Labourd " pour :

- organiser des transports en commun,
- développer le foncier économique et les filières industrielles (aéronautique, glisse, agroculinaire, eco-construction, arts graphiques…),
- organiser des événements de promotion de ces filières. Ex : compétition de paddle board. Les collectivités du Labourd et le Conseil Général ont conscience de devoir intervenir sur l'animation des filières économiques ou l'aide à l'investissement. Nous les incitons à développer des événements de communication qui leur donneront une dimension nationale ou internationale : compétition, concours, expositions…

… mieux répartir l'activité

- mutualiser les infrastructures sportives et culturelles, pour la réduction des coûts de fonctionnement, l'organisation d'animations communes,
- organiser les outils de la filière touristique, autour du cluster Goazen,
- structurer l'activité de valorisation des déchets,
- agir sur la rénovation de l'habitat et en particulier, redonner une seconde vie à l'Etxe, la maison familliale basque, en intégrant les règles de développement durable à leur architecture et utiliser leur espace pour le travail à domicile,
- promouvoir les filières agricoles de proximité : producteur-consommateur, notamment sur le créneau du bio et les produits de base, présents localement comme le lait et les légumes,
- développer l'accompagnement et les services associés des parents âgés par leurs enfants dans une logique de noyau familial au sein de l'Etxe : portage de repas, soins à domicile.

Des infrastructures à l'échelle de l'Eurocité « Baiona-Donosti »

L'axe « Baiona — Donosti » doit être l'ossature de la relation transfrontalière entre les deux grandes agglomérations « cousines » du littoral, pour bénéficier des savoir-faire des deux sociétés.

Des coopérations sont à mettre en œuvre, en particulier sur les thèmes de préoccupation majeure :

- ***Santé :*** renforcement des échanges entre l'Hôpital de la Côte Basque et celui de Donosti

- ***Études supérieures :*** complémentarité des formations de fin de cycle liées à l'économie locale : une condition pour maintenir " une matière grise " et générer des emplois rémunérateurs. Cette réflexion est à mener en premier lieu avec les responsables des cluster d'Iparralde. La perspective d'une population vieillissante et l'arrivée de retraités doit inciter à développer une offre de formation dans les métiers de la santé, de la nutrition, des loisirs, en complémentarité avec celle d'Euskadi et de Navarre.
  Promotion de l'offre de formation supérieure, en Pays Basque sud.

- ***Industrie :*** échanges et mise en relation entre prestataires et donneurs d'ordre ; les compétences sont souvent beaucoup plus près qu'on ne le pense. Il faut regarder dans la bonne direction pour s'en rendre compte : un tissu industriel dense au Sud et une complémentarité avec les entreprises de conception et d'assembalge du nord, des laboratoires de recherche au sud pour des entreprises du nord en recherche d'innovation ?



- ***Infrastructures :*** Il est urgent d'améliorer l'offre et la complémentarité des équipements de transports de personnes et de matériel, par les aéroports, les voies ferrées, routières et maritimes.
- ***Linguistique :*** la société du Pays Basque Sud a une expérience et une avance sur notre politique linguistique. Il est important de la partager pour intégrer l'euskara au plus tôt chez nos enfants et dans notre quotidien

La volonté d'exister et de partager

Le BAB est une terre de mixité culturelle, carrefour entre le Pays Basque intérieur et le sud des Landes, entre les cultures françaises, espagnoles, gasconnes et basques mais d'autres encores (notamment africaines, maghrébines…).



Le contexte économique difficile entraîne une crise morale et identitaire, qui résulte d'une longue démarche politique en manque de lucidité sur sa propre existence. L'identité, source de motivation sociale et de moteur économique (bien compris des clubs de rugby) doit se reconstruire.
Au PNB nous appelons à cesser de penser que les identités locales se soustraient à l'identité française ; elles viennent au contraire l'enrichir.

Responsabilité, identité, solidarité et proximité, c'est le message des candidat(e)s d'EAJ-PNB sur les cantons du BAB.

LEMA
LA VRAIE FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la publication : Beñat OTEIZA
b.oteiza@eaj-pnb.eu

Imprimerie Arizmendi - Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
Design graphique / mise en page : Izar Design

N° CPPAP 0613 P 11238

EAJ-PNB dans les autres cantons

EAJ-PNB est également impliqué dans les autres cantons concernés par les élections à venir. Tour d'horizon de nos engagements locaux.

Txaro Goikolea, la présidente de l'Ipar Buru Batzar est également candidate suppléante aux côtés d'Iñaki Zaldumbide, au sein du groupe abertzale local angloye, Angelu Zain. EAJ-PNB apporte naturellement son soutien à une candidature qui défend nos principales revendications dans une démarche constructive ouverte.

Dans les autres cantons, EAJ-PNB apporte son soutien à :

- Beñat Inchauspé, maire d'Hasparren et Conseiller Général sortant,
- Leopold Darritchon, maire de Labastide Clairence et ancien Conseiller Général,
- Jean Pierre Iriart, maire d'Alos-Sibas-Abense, sur le canton de Haute Soule.

La Collectivité territoriale du Pays Basque est la revendication majeure portée par notre mouvement politique. Cette réforme est essentielle pour que les Basques du nord prennent en charge leur destin. Ces trois personnalités ont déjà démontré leur engagement en faveur de la reconnaissance du Pays Basque, de l'euskara et de la culture basque. Elles s'engagent à défendre une Collectivité publique spécifique au Pays basque, tout en étant fidèles aux valeurs humanistes.
Leur parcours et leur engagement expliquent notre choix.

Voici des extraits des propos de Beñat Inchauspé et de Leopold Darritchon, lors de la soirée consacrée aux euskalzale :

Beñat Inchauspé :

« Les raisons pour être alderdizale : EAJ-PNB représente un socle de valeurs humaniste, européenne, des valeurs de la démocratie chrétienne auxquelles j'adhère depuis toujours. Je suis tombé dedans avec mon père qui souhaitait défendre directement l'émancipation de ce coin de Garazi.
Je défends naturellement l'idée d'un Pays basque qui est un territoire particulier au sein de l'État français. Il doit être reconnu au travers d'une Collectivité décentralisée, dotée d'une personnalité juridique spécifique et d'une autonomie financière.
Au-delà des idées, ce sont avant tout les hommes qui incarnent ses idées. J'ai une grande admiration pour le Lehendakari Ibarretxe qui a su passer de l'incantation à des faits. La politique, c'est avant tout réaliser du concret pour que la population s'approprie un projet de territoire.

Cette adhésion à la charte des alderdizale est le fondement d'un travail constructif, dans une alliance pérenne. Nous avons une frange de la population à mobiliser et à gagner à nos idées. »

Leopold Darritchon :

« J'ai désormais un parcours politique assez long, pas si éloigné de vos convictions politiques. En tant qu'élu, j'ai été le porte parole des revendications du Pays Basque, avec notamment Jean Aniotzbehere, ici, présent. J'ai défendu la cause du département auprès de Jean Pierre Chevènement. 2 ans après, je défendais celle de la Chambre d'agriculture du Pays basque.
J'ai toujours été réticent à l'idée d'un département. Je milite depuis toujours pour une entité spécifique au Pays Basque. Je préfère sortir d'un raisonnement français et défendre une vision européenne. Il reste beaucoup à faire pour convaincre, mais nous sommes dans un territoire à forte identité qui mérite une institution spécifique.
Mon canton est divers avec une partie très bascophone, surtout avec Ayherre, Ustaritz et Briscous. »

Aitor Kerejeta : " l'aéroport de l'eurocité à Biarritz " (II et fin)



Suite et fin de l'entretien avec le maire d'Hondarribia concernant le projet d'agrandissement de l'aéroport d'Hondarribia. Il est sceptique sur la réalisation de ce programme.

Comment perçois-tu l'organisation publique qui en Pays Basque nord gère l'aéroport de Biarritz-Parme ?

Je crois que si nous nous engageons pour faire en sorte que l'aéroport de Biarritz soit aussi un aéroport au service du Gipuzkoa, la gestion de ce dernier devra être partagée. Il faut investir dans le transport public et gérer en commun cet aéroport.

Selon toi, quelle sera l'issue de ce projet d'agrandissement ?

Mon opinion personnelle est que s'il n'y a pas eu d'avancée sur ce projet c'est parce qu'il n'y aura pas d'agrandissement. Le coût des travaux, la forte emprise environnementale et surtout l'arrivée du train à grande vitesse seront décisifs. Il s'agit de données qui me font penser que cet agrandissement ne se réalisera pas.

Des personnalités s'engagent autour du PNB

Une quinzaine de personnalités du pays d'Hasparren s'engagent autour des valeurs du PNB !
Le 11 février dernier, EAJ-PNB réunissait amis et affiliés au restaurant "La Gaita" de Mendionde, au pied du Baigura, pour porter sur les fonds baptismaux le "cercle des alderdizale", cette initiative originale destinée à ouvrir encore un peu plus le Parti nationaliste basque sur la société du Pays Basque nord.

Rassembler pour être plus fort. Rassembler abertzale et euskaltzale, démocrates et centristes autour de valeurs communes pour construire Iparralde et lui donner sa place en Euzkadi et en Europe.

Des valeurs qui dépassent le mouvement abertzale

Ces valeurs, celles de l'humanisme, de la démocratie, du respect et de la solidarité au service du Pays Basque, voila ce qui réunit des femmes et des hommes qui, comme les militants "jeltzale", ont choisi de mettre leur vie et leur énergie au service d'Iparralde, et souvent aussi au service d'Euzkadi.



Jose Mari Muñoa

Ces valeurs, au-delà des parcours professionels, associatifs ou politiques, de nombreuses personnalités d'Iparralde les partagent. Mais peu de partis politiques comme EAJ-PNB sont capables de les porter haut et fort. C'est pourquoi ces valeurs, le parti de Sabino Arana Goiri, de Jose Antonio Aguirre, de Juan Jose Ibarretxe, mais aussi d'Eugène Goyenetche ou Jean Etcheverry-Aintchart entend les partager et les faire vivre, au-delà du mouvement abertzale et au-delà des échéances électorales.

Ces valeurs, ces engagements sont aujourd'hui décrits dans une "Charte des alderdizale", comme un point de départ pour faire ensemble un bout de route, une partie du chemin qui mène au Pays Basque que nous voulons : fier de lui, de ses racines, de sa langue, de son destin en Europe, mais surtout ouvert au monde, généreux envers les faibles et les immigrants, confiant dans son dynamisme et sa jeunesse, et surtout, en paix, avec lui-même.

C'est à l'invitation de l'IBB et du biltzar d'Hazparne, malgré l'effervescence de cette période électorale, qu'une quinzaine de personnalités du pays d'Hasparren et des environs sont donc venus à la rencontre des affiliés du PNB pour sceller avec eux un pacte d'amitié, dans le respect mutuel.

En signant la "Charte des alderdizale", cinq maires, dont un conseiller général, un président de communuauté de communes et plusieurs responsables socio-économiques du pays d'Hasparren ont voulu officialiser cet engagement commun. Tous ne sont pas abertzale sans doute, mais tous partagent l'essentiel avec le PNB : les valeurs, l'esukara et certains projets forts comme la "collectivité territoriale du Pays Basque".

Retour sur une cérémonie faite d'émotion, de symboles et bonne humeur

Txaro Goikolea, présidente de l'IBB du PNB et Dani Camblong, président du Biltzar d'Hazparne, accueillaient donc près d'une soixantaine d'invités, parmi lesquels de nombreux élus municipaux jeltzale (Ascain, Urrugne, Ciboure, Ahetze, Macaye, Garazi…) ainsi que des affiliés de notre Parti venant des quatre coins d'Iparralde.



Il appartenait à Dani Camblong de remercier l'assemblée et de rappeler la genèse de la "Charte des alderdizale" et de ce "deuxième cercle", celui des amis du PNB. Avec ses "trois lelo" – Iparraldeari bai ! Iparraldea Euskadin ! Euskadi Europan ! - Dani nous a rappelé l'engagement sans faille d'EAJ-PNB au service du Pays Basque, du Pays Basque dans son ensemble, au nord et au sud de la Bidassoa.

Le témoignage fort de certains nouveaux "alderdizale"



Joelle DARRICAU

Beñat Inchauspé et Léopold Darrichon, prophètes en leurs terres du Labourd intérieur, abandonnaient pour un soir leurs obligations de campagne – élections cantonales obligent ! - pour réaffirmer que le Pays Basque se construit dans la durée, sur les mêmes valeurs humanistes, euskaltzale et européennes que défend le Parti nationaliste basque depuis 120 ans.

Pour Beñat Inchauspé, ces valeurs étaient déjà celles de son père, celles de la démocratie chrétienne basque, celles d'Errecart et Labéguerie. Il les partage avec les militants du PNB, qu'il connait bien sur Hasparren et en Euskadi sud, tout en conservant son indépendance et son originalité. Donner le temps au temps sans doute, mais en gardant à l'esprit l'exemple vivant du Lehendakari Ibarretxe, qui a su passer de la théorie à la pratique, qu a su porter au plus haut la voix du Peuple basque, avec courage. Pour Beñat Inchauspé, Iparralde a un besoin urgent d'une institution spécifique avec personnalité juridique, compétences économiques et autonomie fiscale. Le "Collectivité territoriale du Pays Basque" proposée par le PNB en est un bon exemple.

Pour Léopold Darritchon, l'engagement en faveur d'Iparralde est aussi vieille histoire, une histoire de coeur et de raison, marquée par la conviction que rien ne peut remplacer une institution spécifique pour notre territoire. Clin d'oeil à son ami Jean Aniotzbehere, ancien maire de Sare, partisan émérite de la

revendication institutionnelle pour Iparralde. Pour Léopold Darritchon, partager les mêmes valeurs, c'est respecter aussi le rythme de chacun et les particularismes de sa terre de Labastide, entre pays euskaldun et pays charnegou.

Joëlle Darricau, propriétaire et exploitante des grottes d'Isturitz et d'Oxocelaya, apportait son témoignage de chef d'entreprise et de militante culturelle de longue date. Son humanisme, elle le puise chaque jour dans la mémoire de l'Homme, celui qui peuplait notre terre il y a 10 000 ans. La "Charte des alderdizale" est un peu la projection de cette idée qu'elle se fait du Pays Basque d'hier, d'aujourdhui et de demain.



Beñat INCHAUSPE

Et la parole devait revenir à notre ami, celui qui fut le "véritable ministre des affaires étrangères" de tant de lehendakaris d'Euskadi : Jose Maria Muñoa. Attaché plus que tout autre au devenir d'Iparralde, Jose Maria a rappelé la dimension européenne du nationalisme basque démocratique et la dimension profondément humaniste de notre mouvement, comme autant de "ponts" et de convergences possibles entre abertzale démocrates et centristes euskaltzale. Le Pays Basque doit se construire par lui-même, trouver son propre modèle, et son unité, sans ruptures inéluctables avec les deux 'États à l'ombre desquels il est parfois difficile de se faire une place au soleil !

Comme un symbole, toute l'assistance a conclu cette première partie de soirée en chantant d'un seul coeur et d'une seule voie, le "Gernikako Arbola" puis le "Gora ta gora".

Euskaltzale et abertzale, tradition et modernité, le barde Iparraguirre et le "maestro" Arana Goiri. Comme un symbole, oui !

Il ne restait plus aux invités qu'à se retrouver autour d'un buffet généreux.

En attendant que la "Charte des alderdizale" ne franchisse une nouvelle étape, le PNB tend la main à ses nombreux sympathisants, à ses soutiens et à ses amis, pour qu'ils fassent grandir nos valeurs au service du Pays Basque, pour qu'ils fassent grandir le "cercle des alderdizale".



Léopold DARRITCHON

Merci au biltzar d'Hazparne

Milesker deneri, milesker alderdikei, milesker alderdizalei !

Petit lexique : un "jeltzale" est un partisan, un militant d'Euzko alderdi Jeltzalea (PNB); un "alderdikide" est également un militant, ou plus précisément un "affilié" ou adhérent du PNB ; un "alderdizale" est au sens propre, un sympathisant, un ami du PNB.

Voici la liste des Alderdizale, proches de l'Alderdi, suivie de la charte qu'ils ont signée.

- Beñat INCHAUSPE, maire d'Hasparren et conseiller général du canton d'Hasparren Vice président de la communauté de commune Hazparneko Lurraldea, cadre administratif de la fonction publique territoriale en disponibilité,
- Léopold DARRITCHON, maire de La Bastide Clairence (Conseiller Général de 1992 à 1998) Professeur de science économique à l'IUT Bayonne
- Pierre HAISSAGUERRE, maire de Saint Martin d'Arberoue et président de la communauté de Communes d'Hasparren, Hazparneko Lurraldea (10 communes, 12 500 ha), président des maires de communes de zones de montagne, agriculteur à St Martin d'Arberoue
- Alain DUBOIS, Maire de Macaye, dirigeant de coopérative ouvrière à Hasparren
- Christian DURRUTY, maire de St-Esteben, administrateur à la coopérative Berria, agriculteur à St-Esteben
- Joseph SARRAUDE, adjoint au maire de St Esteben, administrateur à la coopérative Berria, agriculteur à St-Esteben
- Jean-Paul DUHART, adjoint au maire de St-Esteben, agriculteur
- Jean CAMBLONG, agriculteur à Macaye membre fondateur de la coopérative Berria et de Onetik, actuel président du conseil de surveillance d'Onetik, ancien maire de Macaye (30 ans)
- Joelle DARRICAU, propriétaire exploitante des grottes d'Isturitz et Oxozelaia ancienne conseillère municipale de St-Martin d'Arberoue
- Jean Michel BIDE, agriculteur à Ayherre, Président de la coopérative d'insémination ovine d'Ordiarp
- Dominique AINCY, agriculteur à Hasparren, membre fondateur d'Idoki, (produits fermiers) membre du conseil d'administration de Laborantxa Ganbara
- Sauveur ECHEVERRIA, agriculteur à Macaye administrateur de Berria

ALDERDIZALEEN ADIERAZPENA

1. *Izan gaiten Lapurdiko, Bizkaiko, Nafarroako, Arabako ala Xuberoko biztanle, denak Euskaldunak gira. Lurralde eta hizkuntza berdina partekatzen ditugu eta populu bakar bat osatzen dugu Europa barnean, Pireneotako bi aldeetan.*

2. *Euskal Herriaren geroan sinesten dugu. Gero horretan, Iparraldeak bere lekua hatxeman behar du, bere nahikaria eta erritmoa osoki errespetatuz. Denaden, ezagupen instituzional baten lortzeko zilegitasun osoa dauka Frantziar Errepublikaren barnean. Ezagupen hori, lege gorputz propioa eta konpetentzia zabalak dauzkan Lurralde Elkargo baten bidez gauza litaike, finantza mailean autonomoa izanez (zerga altxatze gaitasunari esker) baita ere experimentazio ahalak ukanez, bereziki mugaz bi aldeetako arloetan.*

3. *Euskararen berreskuratzea eta hedatzea gure lehentsuna da, Iparraldean frantses hizkuntzaren erabilpena eta lege babesa hein berean onartuz.*

4. *Askatsuna eta justizia dira gure elgarbizitzaren oinarri. Ez dugu sekulan nehorren larderiarik edo peko izaterik onartuko, gure arbasoek sekulan onartu ez zuten bezala.*

5. *Nehor ez da nehor baino gehiago ,eta errespetua zor diogu bakoitxari, haren ideieri, erabakieri eta ekintzeri. Onartzen dugun diskriminazio bakarra da ahulenen eta ahal guttiena dutenen alde jokatzea.*

6. *Herri bat ez da beste baino gehiago. Arrazakeriaren aurka gira. Herri bat beste batek zapaltzearen kontra gira. Gure herriak edo edozein herriek bere borondate, izaera eta balioen arabera bizitzearen eskubidea defenditzen dugu.*

7. *Ezerk ez du guretzat indarkeriaren erabilera zuritzen. Ez da arrazoinik, ez autorerik baimentzen dutenik, eta hori politika, moral eta gizaki arrazoinen gaitik.*

8. *Gure ingurune, gure herri, gure mendi, gure soro, belardi, ibai, oihan edo hiriak berreskuratu eta zaintzea ere lehentasunezkoak dira guretzat.*

9. *Artoski sinesten dugu Euskadik bere lekua izan behar duela Europa batu batean, demokratikoa eta elkartasunez oinarritua, herritaren eta herrien errespetuan.*

10. *Anaiatzat hartzen dugu gure herriaren etorkizuna gurekin batera egin eta bizi nahi duen guzia , nunnahitik etorria delarik ere.*

CHARTE DES ALDERDIZALE ou Amis d'EAJ-PNB

1 - Du Labourd, de Biscaye, de Basse et Haute Navarre, d'Alava, de Soule ou de Gipuzkoa, nous sommes tous basques. Nous partageons le même territoire, la même langue, et nous formons un même peuple en Europe, de part et d'autre des Pyrénées.

2 - Nous croyons en l'avenir du Pays Basque dans lequel Iparralde, doit pouvoir trouver sa place, à son rythme et selon sa volonté. Dans tous les cas, il peut légitimement prétendre à une reconnaissance institutionnelle dans le cadre de la République Française, à travers une collectivité territoriale propre, décentralisée, dotée de larges compétences, d'une personnalité juridique ainsi que d'une autonomie budgétaire comprenant la capacité à lever l'impôt et d'une faculté d'expérimentation forte et avérée notamment dans le domaine du transfrontalier.

3 – Le renouveau et la diffusion de l'euskara sont une priorité absolue, tout en reconnaissant l'utilisation légitime et fondée en droit du français en Iparralde.

4 – La liberté et la justice sont à la base de notre société ; nous n'accepterons jamais aucune tyrannie, ni aucune servitude, pas plus que nos ancêtres ne l'ont acceptée.

5 – Nous sommes tous égaux. Chacun doit respecter son prochain, ses idées, ses choix et ses actes. La seule discrimination admissible est celle qui tend à favoriser les plus démunis et les plus faibles.

6 – Aucun peuple ne l'emporte en dignité sur un autre. Nous condamnons le racisme et l'oppression des peuples. Nous défendons le droit du peuple basque, et de tous les autres peuples, à exister et à vivre selon leurs valeurs et leurs coutumes.

7 – Nous rejetons absolument l'emploi de la violence, quelle qu'en soit la cause et quels qu'en soient les auteurs, tant pour des raisons humaines, morales que pour des raisons politiques.

8 – Nous attachons la plus grande importance à la protection de notre environnement, à la sauvegarde de nos montagnes et de nos côtes, de nos villages et de nos cités.

9 – Nous croyons fermement que le Pays Basque doit avoir sa place dans une Europe unie, démocratique et solidaire, respectueuse des citoyens, des régions et des peuples ;

10 – Nous accueillons comme notre frère celui qui, d'où qu'il vienne, souhaite sincèrement partager le destin de ce peuple et de ce territoire tel que défini dans les précédents articles.

Histoire du nationalisme basque

La bataille de l'ONU

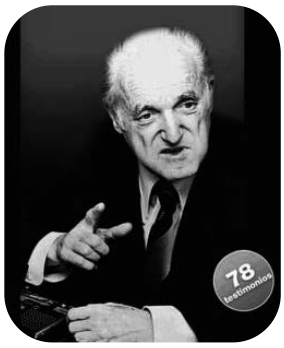
Condamnation du régime franquiste

Les trois importantes conférences internationales de l'année 1945 (Yalta en février, San Francisco en avril-juin et Postdam en juillet-août) avaient été autant de condamnations et de mesures d'exclusion du régime franquiste.
L'année 1946 va être celle d'un intense travail diplomatique à l'ONU de la part de la délégation du Gouvernement Basque à New-York (principalement Anton de Irala et Jesús de Galindez). En décembre 1946, l'Assemblée Générale adopte à la majorité des deux tiers une résolution recommandant le rappel de tous les ambassadeurs à Madrid des Etats membres de l'ONU ; en outre, le régime franquiste qualifié de « fasciste » se voit interdire l'accès de toutes les organisations internationales de l'ONU. Mais cette résolution ne va pas jusqu'à la rupture des relations diplomatiques avec Franco ; elle est loin d'être l'ultimatum tant attendu par tous les anti-franquistes de la Péninsule.

Reconnaissance du régime franquiste

Dans les années suivantes, c'est le repli et la prudence qui prévalent ; en juillet 1949, Jesús de Galindez, le délégué du Gouvernement Basque à New-York, écrit dans l'organe du PNV, Alderdi, un article au titre significatif : *« La bataille n'est déjà plus aux Nations Unies »*.
En effet, en novembre 1950, l'Assemblée Générale des Nations Unies abroge la décision de décembre 1946 recommandant aux Etats membres de retirer leurs ambassadeurs à Madrid et abroge aussi la recommandation tendant à empêcher l'Espagne d'adhérer aux organisations internationales de l'ONU. C'est évidemment une grande victoire pour le régime franquiste.

L'Espagne de Franco entre à l'UNESCO en novembre 1952 : 44 pays (dont la France) votent l'admission ; il y a seulement 4 voix contre et 7 abstentions. La veille du scrutin, le Président Aguirre avait adressé aux diverses délégations une note dénonçant le « génocide culturel perpétré par le franquisme contre le peuple basque ».



Juan Ajuriagerra

Un mois plus tard dans son message de Noël, il dénoncera *« la corruption du monde occidental »* et *« l'abandon des principes moraux »*. Euzko Deya écrira avec amertume : *« … Ce régime, né au cri de « A bas l'intelligence ! » proféré par le général Millan Astray à la face de Unamuno, est entré à l'UNESCO »*.
Enfin, la marche de Franco vers sa reconnaissance internationale trouve son aboutissement en décembre 1955 : l'Espagne est admise à l'ONU.
Ainsi, la stratégie de l'ONU s'était soldée par un échec pour le Gouvernement Basque, comme le reconnaitra José Antonio de Aguirre au Congrès Mondial Basque, à Paris, en septembre 1956.

Les relations avec le Vatican

Sur ce plan là aussi, le régime franquiste marque des points : le Concordat avec le Saint-Siège est signé en août 1953 ; en outre, Pie XII nomme Franco en décembre 1953, chevalier de l'Ordre Suprême du Christ, la plus haute distinction parmi les décorations pontificales.

La lutte à l'intérieur de la Péninsule

C'est un fait que José Antonio de Aguirre ne peut être - du fait de son exil – en prise avec les évènements qui ont lieu dans l'État espagnol. S'il incarne toujours l'union démocratique et nationale basque, l'essentiel de la lutte se déroule à l'intérieur, dirigée par Juan Ajuriaguerra, le leader du PNV.
Les grandes grèves de 1947 et de 1951 ébranlent fortement le régime franquiste.
Celle de 1947 éclate en Bizkaye et s'étend en Gipuzkoa (1er – 11 mai) ; le mouvement est lancé par la résistance basque au sein de laquelle le PNV est de loin l'élément le plus dynamique et le plus entreprenant.
Celle de 1951 (avril-mai) a son point de départ à Barcelone mais revêt une importance très grande au Pays Basque où elle est organisée par le PNV et touche 250 000 travailleurs.
Dans les deux cas, la dictature franquiste prend peur et se lance dans une répression féroce (licenciements, arrestations, perquisitions, tortures etc)

Jean-Claude Larronde



Christine Bessonart : " des élus à l'écoute de la population "

Mme Bessonart, maire de St-Pée-sur-Nivelle et présidente du biltzar des communes du Pays Basque est un acteur et un témoin privilégié de la vie politique en Pays Basque. Elle est à la fois attachée au lien de proximité et à la construction européenne.

De l'extérieur, différentes démarches, mouvement Batera, anti-LGV semblent indiquer une affirmation plus forte des élus locaux, face à l'administration centrale. Est-ce une impression justifiée ? Si oui, pourquoi ?

Il ne s'agit pas d'une affirmation plus forte des élus locaux face à l'administration centrale, mais la traduction de points de désaccord sur des questions d'enjeu fort pour le Pays Basque. Avec des dossiers tels que Batera, Euskal Herriko Laborantza Ganbara, l'État ne reconnaît pas la spécificité du Pays Basque, qu'elle touche à sa reconnaissance linguistique, culturelle, ou aux particularités de son agriculture, aux petites exploitations familiales. Concernant la création d'une nouvelle ligne LGV, l'État veut imposer un projet sans concertation préalable avec les élus locaux.
La population a su également témoigner de son désaccord dans le cadre des importantes manifestations anti LGV et par sa participation aux consultations locales (Batera, LGV).
Les élus doivent certes impulser des initiatives mais aussi être à l'écoute et attentifs aux besoins de la population.

Quels projets souhaitez-vous développer au sein du biltzar des communes du Pays Basque ? Comment expliquez-vous la discrétion voire, l'absence des pouvoirs publics lors de vos dernières Assemblées Générales ?

Le Biltzar est un lieu de rencontre privilégié pour les élus du Pays Basque. La vocation de l'association du Biltzar est d'étudier et régler les problèmes communs aux différentes communes du Pays Basque et d'impulser et de coordonner différentes actions.
L'un des objectifs majeurs est de faire avancer le meilleur projet d'institution pour assurer la reconnaissance du Pays Basque sachant qu'en 2013, la notion de « pays » disparaît.

L'absence des représentants de l'État lors des dernières Assemblées Générales, est sûrement liée au fait que certains sujets abordés sont des points de désaccord avec les élus locaux (Batera, Euskal Herriko Laborantza Ganbara…) et qu'ils ne souhaitent pas davantage de reconnaissance du Pays Basque…

Alors que le transfrontalier est une des 3 priorités de Pays Basque 2020, nous constatons le manque de concertation entre les grands élus locaux de la côte et les autorités politiques du Pays Basque sud, sur des questions comme la LGV ou le développement économique. Restent-ils sur des schémas trop hexagonaux ?

Dans le cadre du projet de LGV, j'ai le sentiment que les « grands » élus de la Côte souhaitent avant tout « tirer leur épingle du jeu » pour leur territoire.
Quant aux trois Communautés de Communes (Errobi, Nive Adour et Sud Pays Basque), elles se sont regroupées certes pour dénoncer le projet national mais également approfondir le projet ferroviaire de l'autre côté de la frontière.
La position de la Communauté de Communes Sud Pays Basque fait que des relations transfrontalières se sont nouées et des structures administratives permettent de les approfondir.
Après études, il apparaît que les deux projets ne sont pas compatibles puisque le projet français, à l'origine, privilégie le fret alors que celui de nos voisins, privilégie le transport des voyageurs.
De plus, les élus locaux du territoire sont très attentifs au projet de la province d'Aragon, de créer une plate-forme logistique de 1 300 ha, destinée au frêt. Des échanges de travail ont été créés entre des élus du Département et ceux de la Province d'Aragon.

Un projet de tunnel reliant Saragosse à Lannemezan est à l'étude pour permettre la traversée des Pyrénées pour des camions et le fret. Ce projet pourrait constituer une alternative à la création d'une nouvelle ligne LGV sur notre territoire.
En matière de développement économique, un mode de coopération « Innov Mugabe », regroupant Bidasoa Activa (Hondarribia et Irun) et la Communauté de Communes Sud Pays Basque, s'est mis en place. L'objectif de ce partenariat transfrontalier est d'améliorer la compétitivité des entreprises du territoire, de faire en sorte qu'elles se connaissent, faciliter leur mise en relation, les aider en matière de recherche innovation pour leur permettre de conquérir de nouveaux marchés.



Des " nationalismes périphériques " centristes et pro-européens ont le vent en poupe : CiU, récemment, en Catalogne sud, le NvA, voilà quelques mois, en Flandres, la percée des nationalistes démocrates, en Corse, lors des dernières élections régionales. Quelle est votre opinion sur ce phénomène ?

Dans les états démocratiques comme la France, les formes de nationalisme extrémiste, marginalisé, ne se justifient pas.

L'annonce récente par ETA d'un cessez le feu « permanent », « général » et « vérifiable » confirme cette tendance et consacre le changement politique en Espagne.
De plus, dans un contexte de crise économique et sociale, l'attrait vers le nationalisme modéré est une réaction à la mondialisation et traduit un besoin de se recentrer autour de valeurs identitaires, communes et locales.

On annonce la création possible d'un pôle métropolitain basque, dont les contours légaux restent flous. Qu'en pensez-vous ?

La création d'un pôle métropolitain, prévu par la loi du 16/12/2010, n'est possible que lorsque le regroupement d'établissements publics de coopération internationale à fiscalité propre, forme un ensemble de plus de 300 000 habitants dont l'un d'entre eux compte plus de 150 000 habitants ou si l'un des EPCI limitrophe d'un État étranger compte plus de 50 000 habitants. Or, cette dernière condition n'étant pas remplie au niveau du territoire de la Communauté de Communes Sud Pays Basque, la création de cette structure ne peut être envisagée à ce jour.
Cependant, il s'agit d'une piste de travail intéressante qu'il convient d'étudier notamment au regard de la croissance démographique du territoire.

Pourquoi le projet de " Collectivité territoriale du Pays basque " présenté par EAJ-PNB, vous intéresse-t-il ?

L'institution à l'échelle du Pays Basque, proposée par EAJ-PNB, est intéressante car proche du statut particulier de la collectivité territoriale corse. La proposition n'est pas utopique, elle est existante et paraît pouvoir être adaptée au Pays Basque.
La proposition d'EAJ-PNB est que cette collectivité dispose de l'ensemble des compétences importantes (à savoir celles actuellement détenues par le Département en matière d'éducation, de politique sociale et de la Région dans des domaines de la formation professionnelle et du développement économique). Le but est que cette collectivité permette une meilleure prise en compte de la langue et de la culture basques, revête une dimension transfrontalière et favorise un rapprochement des citoyens, élus et administrations.
Il est évident que l'action publique est plus efficace et réactive aux attentes de la population lorsque les centres de décision sont proches.
Bien entendu la désignation des représentants au sein de la « collectivité territoriale du Pays Basque » ne peut être envisagée que dans le cadre du suffrage universel. Enfin cette entité devra être dotée d'un budget disposant d'une autonomie financière avec la capacité de lever l'impôt à l'instar des régions espagnoles.



Les démarches Pays Basque 2010 et 2020, les travaux du Conseil de développement et ceux du Conseil des élus sont-ils intéressants pour vous, décideurs locaux ? Sont-ils compatibles avec vos agendas ?

Il est essentiel, selon moi, que les élus locaux ne se coupent pas de la base et demeurent à l'écoute de la société civile et de l'économie. Ces instances constituent une réponse non négligeable, même si elle est partielle, à la demande d'une reconnaissance du Pays Basque. Leur perte serait très grave pour le Pays Basque.

Située en Labourd intérieur, une mairie comme St-Pée-sur-Nivelle a-t-elle les moyens de maîtriser, l'évolution démographique, sociale, environnementale et économique de sa ville ? La communauté de communes locale est-elle plus pertinente pour cela ?

La Commune et la Communauté de Communes jouent des rôles complémentaires. Il est évident que des dossiers tels que l'économie, l'eau, l'assainissement, doivent être montés sur un territoire plus vaste et plus pertinent que celui des communes.
En raison de sa situation géographique et des divers services qu'elle offre, Saint-Pée-sur-Nivelle est naturellement attractive. Cependant à travers le plan local d'urbanisme, en cours de révision, la Commune souhaite maîtriser son évolution démographique, notamment en réduisant les zones constructibles.

Quels sont les principaux objectifs que vous souhaitez atteindre à la fin de cette mandature, en tant que maire de St-Pée-sur-Nivelle ?

Parmi les nombreux projets de campagne, je souhaite mener à bien, au terme de ce mandat, l'aménagement du centre bourg en renforçant son attractivité et en accompagnant la nécessaire déviation, en cours de réalisation.
Ce qui guide la conduite de mes projets, c'est la nécessité de trouver un équilibre entre les racines paysannes et bascophones de Saint-Pée, la préservation de son aspect architectural et environnemental et l'accompagnement de son développement et de son urbanisation.
Il est essentiel pour moi que Saint-Pée soit un lieu du bien vivre ensemble où les Senpertars résident mais aussi travaillent.
Je pense que Saint-Pée a enfin retrouvé une fonction centrale au sein de la Vallée de la Nivelle. Saint-Pée est la perle de cette vallée tout en restant Senpere !

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 -
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@eaj-pnb.eu - site : http://www.eaj-pnb.eu
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

EAJ PNB
Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque

ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Responsables des Biltzar : Bayonne-Anglet-Biarritz, **Ramuntxo Camblong** 06 19 97 15 75 **rxocamblong@hotmail.fr** - Basse-Navarre-Soule, **Paco Arizmendi** 06 80 88 55 85 - Hendaye, **Marinette Aprendisteguy** 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur, **Dany Camblong** 06 82 82 86 12 **daniel.camblong@wanadoo.fr** - Saint-Jean-de-Luz, **Jean Aniotzbehere** 05 59 54 21 32

100 % PAPIER RECYCLÉ
Imprimé sur papier recyclé